

Edito | "France Relance"... les entreprises d'abord

Cent milliards ça marque les esprits. Le plan de relance, rappelons-le, doté de 40 milliards en provenance de l'Europe, est d'ailleurs accompagné d'un discours résolument optimiste. Sur le mode « on va gagner » façon Castex ou « on sera plus fort après qu'avant » façon Le Maire le gouvernement fait " le job". C'est de bonne guerre mais ne va pas sans soulever une série de réactions et interrogations.

Les plus vives pointent un ensemble qui fait la part bien belle aux entreprises, en baissant leurs impôts, à hauteur de 10 milliards l'an prochain. Un choix qui plaît beaucoup au Medef et aux PME et qui privilégie ce qu'on appelle l'économie de l'offre plutôt que celle de la demande qui aurait misé davantage sur l'augmentation du pouvoir d'achat. Et soutenu l'effort des collectivités, en première ligne pour les aides sociales et qui, au contraire, vont se voir raboter, une nouvelle fois, leurs ressources fiscales. En privilégiant un soutien fort aux entreprises le gouvernement fait le pari d'une relance de l'investissement et table sur la création d'emplois de production. Il revendique, d'ailleurs, l'ambition de concourir à la réindustrialisation du pays mise rudement en évidence à l'occasion de la crise sanitaire. Cette ligne politique, résolument libérale, joue des résultats sur le moyen-long terme. Sous-estime-t-elle les conséquences des gros dégâts qui s'annoncent, en cette rentrée, pour nombre de PME et TPE ? Il faut le craindre, avec d'inévitables tensions sociales à la clé. A cet égard le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, n'a pas tort de demander que les retombées possibles des aides aux entreprises fassent l'objet d'un contrôle sérieux.

Ces réserves faites, le catalogue des mesures annoncées pourra plaire. Songeons à celles qui veulent soutenir l'apprentissage, mettent en avant la transition écologique ou, à celles, en agriculture, qui revendiquent le soutien à l'agro-écologie et au bio...Ne citons que pour mémoire la campagne, si l'on a bien compris, de communication pour appeler à devenir agriculteur dans un pays dont les dirigeants d'en haut commencent à s'apercevoir que la démographie agricole est menacée d'effondrement. Au-delà d'une campagne que ne renforce -t-on pas la loi foncière pour protéger de la spéculation les terres menacées par l'intrusion de fonds de pension . Faut-il rappeler, à cet égard, que la France est championne d'Europe pour l'accueil des investissements chinois, notamment dans l'agroalimentaire ?

La place et le rôle des investissements étrangers dans l'économie française des dix prochaines années ?...Suggérons ce thème d'étude, à vocation prospective, pour un Haut Commissaire au Plan nommé François Bayrou. Le maire de Pau, qui le demeure, a le devoir de plonger dans la découverte d'un paysage national qui s'est bien dégradé mais où une génération d'entrepreneurs méritent le plus grand soutien.



Joël Aubert

